

MONNAIE INTERNATIONALE

PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES DE LONDRES SUR LES PROBLÈMES DE LA FINANCE.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. R. JACKMAN (Rosedale) : Monsieur l'Orateur, j'aurais un renseignement à demander au premier ministre (M. Mackenzie King). Il s'agit d'une dépêche de la Presse canadienne, à la date du 3 mars, ainsi conçue :

D'importantes conférences ont actuellement lieu à Londres sur le problème de la monnaie et autres problèmes financiers "d'intérêt général" que posera l'après-guerre, portait aujourd'hui une déclaration émanant de la trésorerie. La déclaration ajoute qu'une conférence "vient d'avoir lieu". Y ont pris part les ministres des finances des pays alliés avec quartier général à Londres, et les représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, des Dominions et de la France combattante.

Voici ma question : Le Canada y était-il représenté, et, dans l'affirmative, quels étaient nos représentants ?

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre) : Il y a quelques jours l'honorable député d'Acadia (M. Quelch) m'a posé une question sur un rapport à peu près semblable, et je lui ai fait la réponse suivante :

A titre de renseignement, je puis dire qu'il n'y a pas eu d'échange de correspondance à ce sujet. De temps à autre, certains hauts fonctionnaires canadiens ont discuté avec des spécialistes britanniques et américains des questions économiques et financières d'après-guerre et je ne doute pas que ces discussions se poursuivront. Le gouvernement canadien n'a pris aucun engagement et ne prévoit pas qu'il doive en prendre dans un avenir rapproché.

Je remarque que dans sa communication l'honorable député a employé le mot "conférence". On n'attache pas à ces termes, je crois, le sens qu'ils possèdent dans l'esprit des autres. Des délibérations ont eu lieu mais, à mon avis, ce n'était pas ce qu'on pourrait appeler une conférence officielle.

Le haut commissaire à Londres a pris part à des échanges de vues non officielles sur ces questions avec les représentants des autres pays. Quelques hauts fonctionnaires canadiens sont allés au Royaume-Uni et ont discuté officieusement certaines questions financières. Aucune conférence officielle cependant n'a eu lieu, et je n'ai pris connaissance d'aucune communication officielle à l'effet qu'on ait tenu une conférence là-dessus.

Tous les problèmes se rapportant à la guerre et aux conditions d'après-guerre sont l'objet de continus échanges de vues, l'honorable député et la Chambre en conviendront, entre les hauts fonctionnaires des divers gouvernements des Nations Unies. Ce sont des pour-

parlers officieux et de sondage qu'on ne doit pas considérer comme engageant en aucune façon les gouvernements intéressés.

SÉCURITÉ SOCIALE

INSTITUTION D'UN COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER UN PLAN NATIONAL D'ASSURANCES SOCIALES

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue le jeudi 4 mars, sur la motion du très honorable M. Mackenzie King visant l'institution d'un comité spécial chargé d'étudier un plan national d'assurances sociales.

M. ANTHONY HLYNKA (Vegreville) : Monsieur l'Orateur, je suis convaincu que la population canadienne verra d'un bon œil la décision du Gouvernement, longtemps attendue, de charger un comité parlementaire d'étudier le problème de la sécurité sociale. A mon sens, il faudrait donner à cet organisme le nom de comité parlementaire de recherches sur la sécurité sociale, car ses fonctions consisteront surtout à établir une documentation. Il convient de féliciter le Gouvernement d'avoir reconnu la nécessité de cette excellente mesure. J'espère cependant que cette montagne de projets n'enfantera pas seulement une souris. J'attendrai donc que les résultats commencent à se faire sentir pour offrir de plus amples compliments et félicitations.

Si j'ai bien compris, ce comité est chargé d'explorer tous les domaines afin d'être en mesure de formuler des plans qui permettront de placer notre population à l'abri du besoin. Ce point me paraît le plus obscur de tout le programme énoncé par le président des Etats-Unis, vu surtout que le besoin peut exister au sein même de l'abondance. A mon sens, c'est une chose vraiment incompréhensible. En un monde où la science fait, dans tous les domaines, des progrès si rapides que la population de l'univers peut à peine se tenir au courant des nouvelles inventions et de leurs avantages n'est-il pas étrange que la science du gouvernement se laisse distancer par toutes les autres ? Il faut que la population elle-même se rende compte qu'elle doit remplir son rôle pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie. Elle doit comprendre que si elle ne force pas,—j'emploie à dessein le mot "forcer",—les gouvernements provinciaux ou le gouvernement fédéral à réaliser les choses qu'elle attend, elle sera la première à blâmer à cet égard.

Je ne vois pas pourquoi nos gens doivent exister,—ils existent, ils ne vivent pas, menant une vie que les habitants de ce riche pays ne devraient pas avoir à mener,—depuis nombre d'années sous le signe de la pauvreté. Aucune raison matérielle ne justifie l'existence d'un pareil état de choses dans un pays comme le